Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM,
Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

(2010)

"Comment penser au-delà de la lutte contre le néolibéralisme ?"

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM, Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

"Comment penser au-delà de la lutte contre le néolibéralisme ?".

Un article publié dans la revue *Nouveaux cahiers du socialisme*, 28 août 2010.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 14 avril 2011 de diffuser le texte de cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Pineault.eric@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 15 avril 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM,
Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

"Comment penser au-delà de la lutte
contre le néolibéralisme ?".

Un article publié dans la revue *Nouveaux cahiers du socialisme*, 28 août 2010.

Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM,
Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

**"Comment penser au-delà de la lutte
contre le néolibéralisme ?".**

Un article publié dans la revue *Nouveaux cahiers du socialisme*, 28 août 2010.

Pour Éric Pineault, prof de sociologie à l'UQAM, il y a maintenant un consensus «élargi», au-delà même des milieux progressistes, sur les dégâts causés par les politiques néolibérales depuis une trentaine d'années. Toutefois, la substance du processus doit encore être examinée. Aussi le défi est plus grand, le rapport entre néolibéralisme et capitalisme doit être revu, de manière à doter la gauche de perspectives stratégiques plus claires. Ce sont les grandes lignes de la réflexion que le professeur Pineault a présentée plus tôt cette semaine à l'Université populaire d'été des NCS

Pierre Beaudet.

À l'origine

Au tournant des années 1930 dans le sillon de la grande crise, les dominants sentent la nécessité, devant l'essor des luttes et des mouvements insurrectionnels un peu partout dans le monde, de se réorganiser. De nombreux débats et aussi de grandes résistances, émerge un «projet» qu'on retient dans l'histoire du nom d'un de ses géniteurs, John Maynard Keynes. C'est le projet du «grand compromis» par lequel le capitalisme espère relancer l'accumulation par une plus grande consommation par les classes populaires, à qui on «demande» de travailler plus et mieux. L'État est là pour «discipliner» le processus. Il n'y a pas unanimité autour de ce projet. Un économiste

relativement marginal à l'époque, Friedrich Hayek, anime la Société du Mont-Pellerin, un réseau intellectuel et politique de droite. Dit simplement, ces penseurs sont contre le compromis en question. Ils estiment que le capitalisme dans son «essence», le marché «libre», doit réguler l'accumulation, et non l'État. Mais cette droite intellectuelle n'a pas l'ascendant pendant très longtemps.

La bifurcation des années 1970

Après plus ou moins trente ans de «triomphe», le projet keynésien s'étiole au tournant des années 1960 et 1970. Les résistances ouvrières et populaires deviennent plus fortes. Avec mai 1968, on constate que les masses ne sont plus enchantées du «grand compromis». Également comme l'observe l'économiste états-unien Robert Brenner, la compétition inter-capitaliste devient féroce. Les États-Unis qui avaient tout dominé sont maintenant aux prises avec la montée de l'Allemagne et du Japon (quelques années plus tard ce sont les «nouveaux pays industrialisés comme la Corée du Sud, le Brésil, etc.). L'accumulation, seul objectif en fin de compte du système capitaliste, stagne. Tout cela débouche sur une crise globale que les États-Unis tentent de maîtriser.

Le grand tournant

D'emblée, la décision est prise de «déconnecter» le système financier international de l'étalon-or, qui avait stabilisé le système et placé le centre de gravité non vers la finance mais vers la production et l'industrie. Milton Friedman, alors obscur professeur à l'Université de Chicago, rencontre le Président Nixon et le convainc de «libérer» les marchés boursiers pour qu'ils puissent se lancer dans des activités spéculatives autour des «produits dérivés» (des mécanismes financiers jouant sur l'anticipation des mouvements des prix). C'est le début, explique Pineault, de l'«économie-casino» qu'on connaît si bien aujourd'hui.

[2]

Les conséquences sont immenses

La fin de la régulation keynésienne autour des principes et des institutions dites de Bretton Wood déplace peu à peu le centre de gravité politique. Comme l'explique Éric Pineault, le néolibéralisme devient alors «une pratique politique associée à une pratique économique basée sur la spéculation». Cette rupture signifie l'érosion du «grand compromis» et de l'État «providence, qui régulait l'accumulation jusque là. La dominance de la finance devient prégnante dans le but évident de «discipliner» le marché du travail, pour ne pas dire en clair, pour briser les syndicats et réduire la masse salariale dans l'équation de l'accumulation. Les institutions financières, notamment les banques centrales, deviennent «autonomes», régissent la politique monétaire au-delà des gouvernements, dans le but de préserver les conditions qui permettent la financiarisation de l'économie. Les conséquences sont de forcer les États à réduire leurs dépenses et à modifier la fiscalité au profit des détenteurs de capitaux (les riches). Parallèlement, la gestion de la politique macro-économique est enlevée, du moins en partie, des mains des gouvernements et des Parlements pour être «confiée» à des institutions autonomes comme les Banques centrales, dont le mandat est contrôler les flux de manière à ce que les intérêts des détenteurs de capitaux soient préservés au dessus de tout.

Quelques éléments à démêler à gauche

Évidemment, cet essor du néolibéralisme est durement contesté par les mouvements sociaux et la gauche, vu les immenses dégâts que cela crée du côté des classes populaires. Une sorte d'idéologie anti-néolibérale prend forme et devient presque dominante, y compris auprès d'une grande partie de l'opinion publique. C'est certes un succès, mais il y a un «petit» problème. Le néolibéralisme n'est pas un régime d'accumulation, mais un dispositif, un régime politique, une articulation du capitalisme contemporain, dont les fondements sont totalement encastés dans le capitalisme et

son principe «fondamental », l'accumulation du capital. Il importe selon Pineault de bien comprendre cela sinon la lutte anti néolibérale risque d'aller vers des impasses.

Pas de nostalgie

En premier lieu, il serait erroné d'être «nostalgique» de la période qui a précédé le néolibéralisme. Le régime précédent, qu'on peut désigner pour faire court de «fordiste» visait également l'accumulation du capital, sous la gouverne des grandes entreprises multinationales impérialistes. Ces grandes corporations captaient le surplus produit par des millions de travailleurs, tout en gérant avec l'État l'essor de la consommation de masse. Il ne s'agissait cependant pas, contrairement à une vision sociologique libérale (Max Weber), du «bonheur» des «classes moyennes» disposant d'un emploi (relativement) stable et d'un certain niveau de vie, mais d'une société de classes basée sur les grandes corporations contrôlées par quelques grandes familles.

La financiarisation

Ce mode de gestion de la lutte des classes, cela a été évoqué plus haut, s'est cependant épuisé au tournant des années 1970. Les mêmes grandes corporations ont amorcé des transformations à plusieurs niveaux. Elles ont délocalisé des pans de l'appareil productif vers les zones à bas salaires, dans une sorte de première phase de la mondialisation néolibérale aujourd'hui bien connue. Ensuite, elles ont entrepris de transformer une partie de leurs actifs productifs en actifs «liquides» (en cash) pour être en mesure de participer à l'économie-casino, basée sur les mouvements de capitaux et les changements brusques dans les taux de change. Alors que la «croissance» (accumulation) était basée sous le fordisme sur les gains de productivité et la consommation de masse, elle se réoriente sur la production et la circulation d'actifs financiers liquides.

[3]

Finance de masse

Pour élargir le mouvement encore plus, les dominants via les gouvernements et les entreprises ouvrent ces mouvements financiers aux masses, via les divers fonds d'investissement. Les masses sont en effet invitées à extraire de leurs revenus des capitaux qui sont investis dans l'économie financiarisée, et qui sont supposés sécuriser leurs retraites. C'est ainsi que «l'épargne salariale est métamorphosée en capital financier» explique le professeur. Tout devient «objet de spéculation financière, la dette des entreprises et des individus, des copeaux de bois, l'eau, le pétrole, les catastrophes météo. Tout est coté en bourse, tout devient achetable et vendable».

La crise

Évidemment, ce système est fragile. Les «bulles» gonflent et dégonflent. Chaque «dégonflement», sous la forme de crise, favorise l'éclatement de nouvelles bulles, au grand profit des manipulateurs de la chose (Wall Street). Les crises des années 1990 au Mexique, au Brésil, en Russie, en Indonésie, deviennent d'«excellentes occasions» pour racheter, revendre, et ainsi de suite. On peut penser qu'il en est de même avec la présente crise dont l'épicentre est les États-Unis. Dans un sens, il y a un certain retour du capitalisme à la phase originale, avant 1880, où la crise était le mode permanent de gestion du conflit de classe. Du point de vue des dominants, il y a un danger, car l'élite économique, qui est dans une large partie l'élite politique, est «dénudée». Son enrichissement excessif répond à l'appauvrissement et la précarisation des masses. L'accumulation personnelle de cette élite, et non la redistribution des fruits de la «croissance» qu'on avait connue sous le fordisme, se place au coeur du régime d'accumulation. Ce «danger» est cependant mitigé, puisqu'en «face», les classes populaires sont désarçonnées, du moins temporairement. L'ancienne identité de classe qui se matérialisait dans la social-démocratie et les syndicats en tant que gestionnaires du «grand compromis» s'étiole. Les «salariés» (prolétaires) ne savent

plus exactement ce qu'ils sont : des survivants qui s'accrochent aux lambeaux du for-
disme, des condamnés en attente d'être flushés, des nouveaux prolétaires voués à la
précarité et au nomadisme, etc.

Lutter contre le capitalisme, lutter contre le «travail»

Au centre du capitalisme se situe l'objectif «ultime», soit l'accumulation comme moyen de reproduction du capital. Le moyen est l'appropriation du travail et sa transformation en salariat. L'activité sociale devient «travail», qu'il faut sans cesse faire croître pour garantir l'accumulation. Dans l'histoire, le mouvement social, socialiste et communiste, a tenté de réconcilier deux luttes en même temps : d'une part, pour obtenir des droits et des acquis du côté du «monde du travail», à l'intérieur du capitalisme ; d'autre part pour dépasser et subsumer ce capitalisme et donc détruire le concept de «travail» salarié, en fonction d'une émancipation où le travail redeviendrait une activité sociale, partagée et gérée par la communauté des humains, et non un moyen d'accumulation. Aujourd'hui il importe de relancer cette lutte double. Par exemple les revendications qui portent sur la réduction du temps de travail (portées notamment par le mouvement féministe) comportent une dimension subversive importante : «une porte vers la contestation du travail capitaliste » selon Éric Pineault. Tout en allant de ce côté, le mouvement socialiste pour autant doit se soucier de produire et de conduire des alliances larges, et d'éviter de se marginaliser dans des canaux trop étroits. Le thème de la décroissance doit et peut être pensé comme une décroissance du capitalisme, des rapports marchands, du salariat, et non comme un appel aux couches moyennes et populaires de simplement «moins consommer».

Fin du texte